



## **CAPL N°3 Mouvement exceptionnel et complémentaire du 15/12/2015 MOTION**

AVIGNON, le 15 décembre 2015

Confrontés à l'absence du dialogue social et devant l'intransigeance du Directeur Général, les élus de Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et Force Ouvrière DGFIP ont décidé de boycotter la première convocation de la CAPL n°2 en raison du contexte particulièrement préoccupant pour les finances publiques et ses agents.

Les suppressions d'emplois massives à la DGFIP dûment acceptées par nos dirigeants, la baisse drastique des budgets de fonctionnement et de l'action sociale conduisent notre administration vers un repli sans précédent. Tout comme le Directeur général, vous gérez la pénurie et pire vous l'organisez !

Vous soutenez sans faille les restructurations et par la même, l'abandon progressif de la totalité du maillage fiscal et comptable du département pour les seuls centres urbains de Cavaillon, Carpentras, Orange, Apt et Avignon.

La façon dont vous menez ces réformes, après en avoir dissimulé la teneur le plus longtemps possible, est précipitée, brutale et sans aucune réelle concertation avec les personnels concernés.

Inflexibilité injustifiée, refus de la contradiction et de la concertation...etc...la DDFIP de Vaucluse est devenue le triste exemple d'une administration qui abandonne ses agents !

Nous tenons enfin à dénoncer les attaques aux règles de gestion auxquelles le Directeur Général ne se sent pas lié. Ce passage en force démontre bien le manque d'intérêt et de respect pour le dialogue social et les représentants des personnels. La remise en cause des garanties collectives des agents est inacceptable.

Nous dénonçons également avec une extrême fermeté le passage en force sur le protocole PPCR décrété par le premier ministre au mépris des accords de BERCY sur le dialogue social et de la représentativité.

En outre notre direction locale souffre comme beaucoup d'autres d'un nombre conséquent d'emplois non pourvus, 17 agents ETP.

Au niveau du département, compte tenu d'une part des errements pris par la direction à l'issue des CAPL d'affectation locale de juillet dernier et d'autre part du refus caractérisé d'organiser un mouvement local complémentaire d'affectation au 1° mars, l'intérêt pour le dialogue social se pose.

Maintenir un dialogue social apaisé serait la volonté du DDFIP de Vaucluse ? Comment est-ce possible quand les propositions et demandes d'explications des agents et des représentants des personnels sont balayées d'un revers de main autoritaire et dédaigneux ?

Ne nous trompons pas, l'administration et le Directeur Général portent seuls l'entière responsabilité de la rupture du dialogue social.

Notre boycott s'inscrit dans le cadre de la défense de nos revendications, des actions engagées depuis cet automne et du boycott des CTR et groupes de travail de la DGFIP.

Devant le mépris affiché par le directeur général et faute de réponse satisfaisante, nous poursuivons notre démarche.